

Le Projet Alimentaire Territorial en Haute-Vallée de l'Aude, un travail de longue haleine

Deux structures engagées depuis le début dans la mise en place d'un PAT en Haute-Vallée de l'Aude : le PTCE trois points eva et Nature & Progrès. Le climat politique étant sclérosé, le privé se structure pour définir les premières actions en faveur du PAT.

Entre appels à projet et inter-PAT : l'ambition commune de produire et consommer au sein d'un même territoire

Dans la Haute-Vallée de l'Aude, l'absence de politiques alimentaires et l'inadéquation entre l'offre et la demande de produits locaux poussent certains acteurs à construire une ambition commune autour de l'alimentation. Deux structures le PTCE trois points eva et Nature & Progrès s'engagent dans la co-construction d'un PAT. Ce projet porté par le PTCE ne sera pas retenu à l'appel à projet national des PAT en 2016. Il s'agit pourtant là d'un portage original qui change du portage par les collectivités.

Motivés par cette ambition commune de produire et consommer au sein d'un même territoire, le collectif n'abandonne pas et accueille les acteurs de la SCIC Maison Paysanne. Sous les conseils de la DRAAF, il travaille sur un inter-PAT avec Castelnaudary, fin 2018, pour répondre au deuxième appel à projets national. Porté par Biocivam, le projet n'est pas retenu, mais la DRAAF croyant à l'originalité de ce projet continue d'appuyer le projet en donnant une subvention. Cette dernière est partagée entre les deux territoires qui élabore chacun un PAT avec un plan d'action différent mais en relation ; cela pour aller chercher les fonds de Leader coopération. Après ces échecs, le collectif a enfin trouvé une issue pour bâtir ce projet alimentaire et répondre à la demande.

L'importance de réunir des compétences complémentaires autour de la table

Le projet a été constitué lors de la candidature inter-PAT à l'appel à projet de 2018 et peu d'actions ont été enrichies depuis. C'est un projet en cours. Toutefois, on peut dire qu'il y a une volonté commune pour « mettre tout le monde autour de la table » et profiter des compétences souvent complémentaires de chaque acteur.

Le projet s'est construit autour de deux temps : apprendre à se connaître pour que chacun exprime sa vision du PAT et construire ensemble des actions issues de la mise en commun. Pour cela, ils ont su jouer sur la complémentarité des acteurs et ont fait émerger des fiches actions concrètes et réalisables par les acteurs du terrain de la Haute-Vallée lors d'ateliers participatifs. Un comité de pilotage décidant des grandes orientations et un comité technique d'acteurs de terrains ont été constitués pour mener à bien la mise en œuvre de ce projet.

Un manque de soutien des collectivités locales

Les communautés de communes du Limouxin et des Pyrénées Audoises sont peu investies sur ce sujet-là et laissent le travail au collectif réuni autour du PTCE trois points eva, de Nature & Progrès et de la SCIC Paysanne. Toutefois, l'animosité existante entre certaines structures et la chambre de l'agriculture ralentit la fédération des acteurs autour de ce projet alimentaire. L'implication des collectivités pourrait peut-être remédier à ça et structurer au mieux l'organisation du projet.

Fédérer les acteurs autour d'un consensus

Aujourd'hui, même si chaque acteur a compris que ce projet concernait tout le monde pour une raison ou pour une autre (citoyens, élèves, élus, agriculteurs, transformateurs, services publics, etc.), il est difficile de mettre tout le monde d'accord. Le collectif ne s'est toujours pas décidé sur la question du porteur du projet. Qui entre la SCIC Maison Paysanne, le PTCE trois points eva et Nature & Progrès portera le PAT de la Haute-Vallée de l'Aude ?

Déjà qu'il n'a pas été facile d'obtenir les subventions, les propositions d'actions ne sont toujours pas très ambitieuses. Les structures consacrent trop peu de temps et de salariés pour s'investir sur ce champ-là.

Une identification de l'offre et de la demande et le début des actions

Malgré ces freins, un diagnostic sur l'offre et la demande effectives en produits locaux va devoir être réalisé car mettre en relation l'offre et la demande semble primordial pour identifier les marges de manœuvre dont disposera le collectif. Deux ans d'actions autour de la précarité alimentaire, la sensibilisation des scolaires, la lutte contre le gaspillage et la structuration des filières sont à venir.